

**INSTRUCTION ADMINISTRATIVE N° 006 PORTANT
REGLEMENTATION DE L'ACTIVITE DES MESSAGERIES
FINANCIERES**
(Modification n° 1)

La Banque Centrale du Congo, agissant en vertu des dispositions des Lois n° 005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, n°003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit et de l'Ordonnance - Loi n° 67/272 du 23 juin 1967 telle que modifiée et complétée à ce jour, définissant le pouvoir réglementaire de la Banque Centrale du Congo en matière de change, arrête les dispositions suivantes concernant l'activité des Messageries Financières :

CHAPITRE 1er : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er

Les Messageries Financières sont des personnes morales de droit congolais autres que les Etablissements de Crédit qui effectuent en l'état, à titre de profession habituelle, sans déplacement physique des fonds du donneur d'ordre, des opérations de transfert.

Article 2

Il existe deux catégories des Messageries Financières à savoir :

- les Messageries Financières opérant exclusivement sur le territoire national (Catégorie A) ;
- les Messageries Financières opérant à la fois sur le territoire national et avec l'étranger (Catégorie B).

ADMINISTRATIVE INSTRUCTION No. 006 REGULATING ACTIVITY OF FINANCIAL MESSAGING (Amendment No. 1)

The Central Bank of Congo, acting under the provisions of the Acts No. 005/2002 of 7 May 2002 on the establishment, with the organization and operation of the Central Bank of Congo, No. 003/2002 02 February 2002 concerning the activity and supervision of Credit Institutions and Ordinance - Law No. 67/272 of 23 June 1967 as amended and supplemented to date, defining the regulatory power of the Central Bank of Congo in exchange matters, adopt the following provisions concerning the activity of Financial Messaging:

CHAPTER 1: GENERAL PROVISIONS

Article 1

The Financial Messaging are legal persons Congolese law other than Credit Institutions that perform in the state, as their regular occupation without physical movement of the payer's funds transfer operationsnamely:.

Article 2

There are two categories of Financial Messaging

- the Financial couriers operating exclusively on national territory (Class A)
- the Financial couriers operating both inthe country and abroad (category B)II.

CHAPITRE II : AGREMENT

Article 3

Toute personne morale de droit congolais, désireuse de réaliser les opérations de transfert des fonds, suivant l'une des catégories ou modalités reprises à l'article 2 de la présente Instruction, est tenue de se faire agréer par la Banque Centrale du Congo en qualité de Messagerie Financière.

Article 4

Alinéa 1 : La qualité de Messagerie Financière est accordée par la Banque Centrale du Congo sur base d'un acte d'agrément.

Alinéa 2 : La demande d'agrément adressée au Gouverneur de la Banque Centrale du Congo doit être accompagnée des documents ci-après :

- une copie de l'originale des statuts notariés ;
- l'acte de dépôt des statuts aux greffes du Tribunal de Grande Instance du ressort des activités de la Messagerie Financière ;
- une copie certifiée conforme du Nouveau Registre de Commerce précisant que le requérant se destine à exercer uniquement l'activité de Messagerie Financière ;
- une copie certifiée conforme de l'Attestation de l'Identification Nationale ;
- la preuve de l'existence des comptes en monnaie nationale et/ou en monnaies étrangères ouverts auprès du système bancaire congolais ;
- un exemplaire d'un contrat de collaboration notarié à l'étranger conclu avec un partenaire financier agréé par l'Autorité de supervision du secteur financier du pays de résidence en ce qui concerne la Messagerie Financière de catégorie B ;

CHAPTER APPROVAL

Article 3

Any entity under Congolese law, eager to make the funds transfer operations, according to categories or terms set out in Article 2 of this Instruction, was held to be authorized by the Central Bank of Congo as Financial Mail.

Article 4

Paragraph 1: Quality of Financial Messaging is granted by the Central Bank of Congo based on an accreditation document².

Paragraph The application for approval to the Governor of the Central Bank of Congo must include the following documents :

- a copy of the original notarized statutes
- the act of filing the articles of transplantation High Court the responsibility of Financial Messaging activities
- a certified copy of the New Trade Register stating that the applicant is intended only to exercise the activity of Financial Messaging
- a certified copy of the Certificate of the National Identification
- the proof of the existence of accounts in national currency and / or foreign currency opened with the banking system Congolese
- a copy of a notarial contract of collaboration abroad concluded with a financial partner authorized by the Financial Sector Supervisory Authority in the country of residence regarding the Class B Financial Mail,

- les curriculum vitae et extraits de casier judiciaire datant de moins de trois mois des promoteurs et des personnes préposées à l'administration et à la gestion de la Messagerie Financière.

Alinéa 3 : L'examen de la demande d'agrément est subordonné au paiement des frais de dossier représentant 3 % de la caution.

Alinéa 4 : Toute demande d'agrément doit indiquer la raison sociale, l'adresse du siège social ainsi que les coordonnées téléphoniques, courrier électronique (e-mail) et fax de la Messagerie Financière.

Alinéa 5 : La Messagerie Financière doit faire du transfert des fonds son unique activité.

Article 5

Nul ne peut créer, administrer, diriger ou gérer, même par personne interposée, une Messagerie Financière, s'il :

1. a été condamné en République Démocratique du Congo ou à l'étranger comme auteur, complice ou pour tentative de l'une des infractions suivantes :
 - faux monnayage ;
 - contrefaçon ou falsification de billets de banque, des chèques, d'effets publics, d'actions, d'obligations et de coupons d'intérêts ;
 - contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques ;
 - faux et usage de faux en écritures ;
 - vol, extorsion, détournement ou abus de confiance, escroquerie ou recel ;
 - banqueroute, circulation fictive d'effets de commerce ;
 - émission de chèque sans provision ;
 - corruption ou concussion ;
 - blanchiment de capitaux ;

- curriculum Curriculum and criminal records not older than three months promoters and persons engaged in the administration and the Financial Messaging Management³.

Section Examination of the application for approval is subject to payment of fees folder representing 3% of the security⁴.

Paragraph An application for approval must indicate the company name, registered office address and telephone numbers, electronic mail (email) and fax Financial Messaging⁵.

Section : Financial Mail has to transfer funds its unique businessif:.

Article 5

No person shall establish, manage, control or management, even through an intermediary, a Financial Mail,

1. was sentenced in the Democratic Republic of Congo or abroad as author or accomplice attempted one of the following offenses:

- counterfeiting; - Counterfeiting or falsification of bank notes, checks, treasury bills, shares, bonds and interest coupons; - Counterfeiting or falsification of seals, stamps,

 dies and trademarks; - Forgery and use of forgery; - Theft, extortion, embezzlement or breach of trust,

 fraud or concealment; - Bankruptcy, fictitious circulation of commercial paper; - NSF program; - Corruption and bribery; - Money laundering;

March 2nd.

2. a été condamné pour infraction à la Loi n° 003/2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit ou à la Réglementation du Change ;
3. a été déclaré en faillite, sauf réhabilitation en sa faveur, même si la faillite s'est ouverte à l'étranger ;
4. a été condamné pour crime ou infraction de droit commun et pour infraction assimilée par la loi à l'une de celles énumérées ci-dessus ;
5. a pris part à l'administration, à la direction ou à la gestion courante d'un Etablissement de Crédit dont la liquidation forcée a été ordonnée ou dont la faillite a été déclarée, sauf autorisation expresse de la Banque Centrale du Congo.

Article 6

Alinéa 1 : L'agrément en qualité de Messagerie Financière est accordé après contrôle sur les lieux d'exploitation par la Banque Centrale du Congo, en vue d'apprécier les conditions minimales des installations et de s'assurer de l'existence des équipements nécessaires à son bon fonctionnement, à savoir :

- un moyen de communication (téléphone, phonie ou fax ou messagerie électronique) ;
- un coffre-fort ;
- une caisse enregistreuse ou une calculatrice ;
- un ordinateur ;
- un détecteur des faux billets ;
- une machine à compter les billets de banque ;
- une photocopieuse.

Alinéa 2 : Après avis favorable, la Banque Centrale du Congo invite le requérant à constituer la caution et à payer les frais fixés de la manière suivante :

was convicted of offenses under the Act No. 003/2002 on the activities and supervision of Credit Institutions or the Regulation of Change

3.has been declared bankrupt, except rehabilitation in his favor, even if bankruptcy opened abroad;

4. was sentenced for a crime or offense under common law offense and assimilated by law to one of those listed above;

5. took part in the administration, management or the ongoing management of a credit institution which forced liquidation was ordered or whose bankruptcy was declared, unless specifically authorized by the Central Bank of Congo.

Article 6

Paragraph 1: Accreditation in Financial Mail Quality is granted after control over firm by the Central Bank of Congo, in order to assess the minimum conditions of the facilities and to ensure the existence of necessary equipment for its operation, namely:

- a means of communication (telephone, voice or fax or email); - Safe; - A cash register or calculator; - A computer; - A counterfeit money detector; - A machine to count bank notes; . - Photocopier

Paragraph 2: After favorable opinion, the Central Bank of Congo invite the applicant to lodge the deposit and pay the fixed costs in the following manner:

- Caution :
 - **pour la catégorie A : USD 5.000,00 ;**
 - **pour la catégorie B : USD 10.000,00.**
- Frais d'agrément :
 - **20 % de la caution.**

Hormis la caution, les frais peuvent être payés en monnaie nationale.

Alinéa 3 : Le versement de la caution et le paiement des frais peuvent s'effectuer :

- par transfert ou virement bancaire au crédit d'un compte de la Banque Centrale du Congo ;
- par chèque nominatif en faveur de la Banque Centrale du Congo ;
- en espèces aux guichets de la Banque Centrale du Congo.

Alinéa 4 : La caution n'est pas rémunérée. Elle est remboursable en devise à la cessation d'activité moyennant déduction éventuelle des sommes dues au Trésor Public et à la Banque Centrale du Congo.

Article 7

Alinéa 1 : La Banque Centrale du Congo attribue un numéro d'agrément à chaque Messagerie Financière et publie périodiquement au Journal Officiel la liste des Messageries Financières agréées.

Alinéa 2 : Les Messageries Financières sont tenues de démarrer leurs activités dans un délai de six mois à compter de la date de l'agrément.

- Caution:

- **Category A: USD 5,000.00;**
- **for category B: USD 10,000.00Fees:...**

- License

- **20% of the security**

deposit Besides, fees can be paid in national currency can.

Paragraph 3: The payment of the deposit and payment of fees
be made:

- by transfer or bank transfer credited to an account

of the Central Bank of Congo; - By personal check in favor of the
Central Bank of

Congo; - In cash at the counters of the Central Bank of Congo⁴.

Paragraph The deposit is not paid. It is repayable in currency on the
termination of activity through deduction of amounts owed to the Treasury
and the Central Bank of Congo¹.

Article 7

Paragraph The Central Bank of Congo assign an approval number to
each and publishes Financial Messaging periodically in the Official
Gazette the list of approved Financial Messaging²:

Paragraph The Financial Messaging are required to start business within
a period of six months from the date of approval

Article 8

La Banque Centrale dispose de 90 jours dès réception de la demande d'agrément pour examiner ce dossier. L'absence de décision à l'expiration de ce délai vaut autorisation.

CHAPITRE III : AUTORISATIONS

Article 9

Alinéa 1 : Sont soumises à l'autorisation préalable de la Banque Centrale du Congo/Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers les opérations ci-après :

- l'absorption, la scission ou la fusion des Messageries Financières ;
- le changement de catégorie et de raison sociale ;
- l'ouverture d'une Extension d'une Messagerie Financière ;
- la fermeture de la Messagerie Financière ou d'une Extension ;
- le changement des dirigeants ou des promoteurs ;

Alinéa 2 : Toute ouverture d'une Extension est subordonnée au paiement d'une caution représentant 50 % de la caution versée au moment de l'agrément et des frais de dossiers de l'ordre de 3 % de la caution.

Par **Extension**, il faut entendre une branche de la Messagerie Financière implantée dans l'une des villes de la République Démocratique de Congo autre que celui du siège social. En revanche, par **Guichet**, il faut entendre un bureau d'une Messagerie Financière ouvert dans la ville où le siège social ou l'extension sont implantés. Toute ouverture d'un guichet est subordonnée au paiement des frais de dossier de 1 % de la caution selon que celui-ci est ouvert dans la ville du siège de la Messagerie Financière ou de celle de son Extension et ce, conformément aux dispositions de l'article 6 de la présente Instruction.

Article 8

The Central Bank has 90 days from receipt of the application for authorization to examine this issue. If no decision on the expiry of this deadline is authorized III:.

CHAPTER Authorizations

Article 9

Section 1: Are subject to prior approval of the Central Bank of Congo / Directorate of Financial Intermediaries Supervision of the following operations

-absorption, demerger or merger of Messaging;

Financial - The change of category and name; - The opening of an Extension of Financial Messaging; - The closure of Financial Messaging or

extension; - The change in the officers or promoters;

Paragraph 2: Any opening of an extension is conditional upon payment of a deposit representing 50% of the deposit paid at the time of approval and law files charges 3 % of the deposit. By extension, means a branch of Financial Messaging located in one of the cities of the Democratic Republic of Congo other than the head office. However, for Bank shall mean an office of Financial Messaging opened in the city where the headquarters are located or extension. Any opening a window is subject to payment of the application fee of 1% of the deposit depending on whether it is open in the city of the headquarters of Financial Messaging or that of his extension and in accordance with the provisions of Article 6 of this Instruction³.

- Alinéa 3 : Les Messageries Financières qui n'ont pas d'Extension ou Guichet dans une ville ou localité peuvent signer un contrat de collaboration avec une autre et en informer la Banque Centrale du Congo/Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers.
- Alinéa 4 : Les Messageries Financières sont tenues d'ouvrir des comptes pour leurs Extensions auprès des Etablissements de Crédit du ressort d'activités desdites Extensions.
- Alinéa 5 : Les numéros d'agrément ou d'autorisation d'Extension doivent être reproduits sur chaque document ou correspondance de la Messagerie Financière.
- Alinéa 6 : Tout changement des coordonnées téléphoniques de tout point d'exploitation et d'adresse doit être immédiatement communiqué à la Banque Centrale du Congo/Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers.

Article 10

L'autorisation est accordée dans les 90 jours de la date mentionnée sur l'avis de réception de la Banque Centrale. L'absence de décision à l'expiration de ce délai vaut autorisation.

CHAPITRE IV : OPERATIONS SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

Article 11

Les Messageries Financières sont habilitées à recevoir et à effectuer en l'état et sans déplacement physique, des fonds en monnaie nationale et/ou en monnaie étrangère pour compte de leur clientèle.

Paragraph The Financial couriers that have no extension or Bank in a city or town may sign a collaboration contract with another and notify the Central Bank of Congo / Direction Supervision of Financial Intermediaries⁴..

Section The Financial Messaging are required to open accounts for their spring Extensions from Credit Institutions activities Extensions said⁵.

Section The approval numbers or authorization Extension shall be reproduced on each document or correspondence Financial Mail⁶.

Section Any change of telephone numbers of any operating and skill point should be immediately communicated to the Central Bank of Congo / Directorate of Supervision of Financial Intermediaries.

Article 10

Authorisation is granted within 90 days from the date specified in the notice of receipt of the Central Bank. If no decision on the expiry of this deadline is authorized^{IV}.

CHAPTER OPERATIONS IN THE NATIONAL TERRITORY

Article 11

The Financial couriers are entitled to receive and carry as is and without physical displacement of local currency funds and / or a foreign currency on behalf of their clients^V.

CHAPITRE V : OPERATIONS AVEC L'ETRANGER

Article 12

Les Messageries Financières sont habilitées à effectuer par jour et par personne des transferts unilatéraux privés vers l'étranger pour un montant global inférieur à **USD 10.000** ou l'équivalent en une autre monnaie étrangère.

Article 13

Alinéa 1 : Les Messageries Financières doivent percevoir auprès de leurs partenaires extérieurs des commissions sur chaque transfert et les rapatrier dans leurs comptes RME.

Le rapatriement doit se faire mensuellement sous couvert d'une déclaration d'exportation de service et ce, dans les 30 jours calendaires à compter de la date de la validation qui doit intervenir le 5^{ème} jour ouvrable de chaque mois.

Alinéa 2 : Les Messageries Financières sont tenues de transférer en faveur de leurs partenaires extérieurs les commissions qui leur sont dues sous couvert d'une déclaration d'importation de service.

Alinéa 3 :

- Les Messageries Financières sont tenues de calculer pour compte de la Banque Centrale du Congo une Redevance de Contrôle de Change (RCC) de 2‰ sur les commissions perçues et payées dans le cadre des opérations effectuées avec le partenaire étranger.
- La banque de la Messagerie Financière est tenue, par le débit du compte RME de cette dernière, de percevoir la Redevance de Contrôle de Change pour compte la Banque Centrale du Congo.

CHAPTER TRANSACTIONS WITH FOREIGN COUNTRIES

Article

12Financial couriers are entitled to carry a day per person private unilateral transfers abroad for a lower total amount of USD 10,000 or the equivalent in another foreign currency1:...

Article 13

Paragraph The Financial Messaging must collect from their external partners commissions on each transfer and repatriate their accounts RME Repatriation must be under cover of a monthly statement Service export and, within 30 calendar days from the date of validation which must take the 5th business day of each month2.

Paragraph The Financial Messaging are required to transfer for their external partners commissions owing to them under the guise of an import declaration services. Paragraph 3:

- The Financial Messaging are required to calculate behalf of the Central Bank of Congo a Change Control Charge (RCC) 2 ‰ on commissions received and paid in connection with transactions with the foreign partnerThe.
- Financial Mail bank is required, by debiting the account of the latter RME, collect the Change Control Fee Account for the Central Bank of Congo.

Article 14

Le taux de la commission à percevoir doit figurer sur le contrat ou sur la convention signé (e) avec le partenaire extérieur. Toute modification de ce taux doit être communiquée à la Banque Centrale du Congo/Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers avec copie à la Direction des Services Etrangers.

CHAPITRE VI : DIRECTIVES ADMINISTRATIVES

Article 15

Les Messageries Financières agréées doivent afficher pour le public, outre l'acte d'agrément et des autorisations d'ouverture des Extensions en copies certifiées conformes, l'ensemble de leurs tarifs et conditions.

Article 16

Les Messageries Financières ont l'obligation de :

- 1) tenir une comptabilité en bonne et due forme c'est-à-dire présenter les états de synthèse conformément au Plan Comptable Général Congolais.
- 2) se doter d'une organisation et des procédures internes permettant de s'assurer du respect des dispositions de la loi n° 04/016 du 19 juillet 2004 portant lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ainsi que d'un système de contrôle interne destiné à s'assurer de leur mise en œuvre effective.
- 3) saisir la Banque Centrale du Congo/Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers de toute transaction jugée, inhabituelle, atypique ou suspecte dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- 4) reproduire leurs numéros d'agrément ou d'autorisation d'Extension sur tous leurs documents ainsi que leur correspondance ;
- 5) prélever et de photocopier les identités de leurs clients donneurs d'ordre ou bénéficiaires de transfert à leurs guichets ;

Article 14

The rate of commission to be charged must appear on the contract or the signed agreement (s) with the external partner. Any change in that rate should be communicated to the Central Bank of Congo / Directorate of Financial Intermediaries Supervision with copies to the Foreign Services DirectorateVI.

CHAPTER DIRECTIVES**Article 15**

Authorised Financial couriers must display to the public, in addition to 'accreditation document and opening authorizations Extensions in certified copies, all their prices and conditionsto:.

Article

16Financial couriers are obliged

- 1) keep proper books and accounts c' is to say present the financial statements in accordance with Congolese General Accepted Accounting.
- 2) develop an organization and internal procedures to ensure compliance with the provisions of Law No. 04/016 of 19 July 2004 bearing fight against money laundering and terrorist financing as well as an internal control system to ensure their effective implementation.
- 3) seize the Central Bank of Congo / Direction of Supervision of Financial Intermediaries any transaction deemed, extraordinary, unusual or suspicious in the fight against money laundering and terrorist financing;
- 4) reproduce their approval numbers or authorization Extension on all their documents and correspondence;
- 5) take and photocopy the identities of their clientsprincipals or transfer beneficiaries at their counters;

June

6) effectuer des opérations sur base d'un bordereau de transfert établi en double exemplaire pris dans une série numérique ininterrompue dont le modèle est joint en annexe.
L'original est remis au client et la copie est conservée par la Messagerie Financière.

7) transmettre à la Banque Centrale du Congo/Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers avec copies aux Directions du Crédit et des Marchés Financiers et des Services Etrangers au plus tard le 10^{ème} jour du mois suivant, le relevé mensuel consolidé selon le modèle en annexe, renseignant sur :

- le volume des opérations par monnaie, par type d'opération et par pays ou localité de leurs statistiques consolidées ;
- les détails par Extension, provenance ou destination, ainsi que les commissions à recevoir et à payer ;
- les informations du bordereau.

Les Extensions des Messageries Financières opérant dans les collectivités provinciales ou locales autres que celles du siège social sont tenues de transmettre suivant la périodicité ci-haut indiquée leurs relevés mensuels aux entités provinciales de la Banque Centrale de Congo dont elles relèvent.

8) souscrire une police d'assurance tenant compte du volume des transactions ;

9) Les Messageries Financières sont tenues de s'organiser en une Corporation Professionnelle.

Cette Corporation a pour objet :

- la représentation des intérêts collectifs de ses membres auprès des pouvoirs publics et de la Banque Centrale ;
- l'information de ses adhérents et du public ;
- l'étude de toute question d'intérêt commun et l'élaboration des recommandations s'y rapportant en vue, le cas échéant, de favoriser la coopération entre réseaux ;
- l'organisation et la gestion des services d'intérêt commun.

Le projet des statuts de cette Corporation est soumis à l'approbation de la Banque Centrale du Congo.

9) perform basic operations of a transfer slip in duplicate caught in a continuous numerical series whose model is attached. The original is given to the customer and the copy kept by the Financial Mail.

7) transmit to the Central Bank of Congo / Directorate of Financial Intermediaries Supervision with copies to the Directions Credit and Financial Market and at the Foreign Service before the 10th day of the following month, the consolidated monthly statement by model annexed learning about:

- the volume of transactions by currency, by transaction type and country or location of their consolidated statistics;
- details by extension, origin or destination, and commissions receivable and payable;
- docket information

The Financial Messaging Extensions operating in the provincial or local authorities other than those of the head office are required to file following the above frequency indicated their monthly statements to provincial entities of the Central Bank of Congo which they belong transactions.

8) take out an insurance policy taking into account the volume of

9) Financial couriers are required to organize themselves into a Professional Corporation-.

The Corporation is to:

The representation of collective interests of its towards

member the government and the Central Bank; - Information of its members and the public; - The study of any matter of common interest and the development of recommendations related to, if necessary, to foster cooperation between networks; -. The organization and management of services of common interest

The draft statutes of the Corporation is subject to the approval of the Central Bank of Congo